



PSI

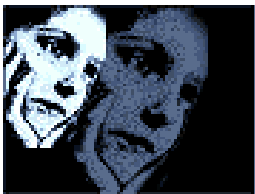
Flash ISP

Septembre 2004

Semaine d'action pour l'équité salariale

La semaine d'action de l'ISP pour l'équité salariale du 4 au 8 octobre est en préparation, et dans le feu de l'action on entend parler de toutes sortes d'initiatives: forums publics, marches parrainées, pétitions, lancement de livres, projections de vidéos... Une section spéciale du site web de l'ISP, en anglais, espagnol et français, est consacrée à la semaine d'action. On y trouve de la documentation et des informations sur les projets nationaux. L'ISP / la FSESP et l'IE tiendront une conférence sur l'équité salariale les 7-8 octobre au BIT à Genève; plus de 100 personnes y assisteront. SVP envoyez des comptes rendus et des photos des activités de votre syndicat. Nous publierons un supplément spécial sur cette semaine d'action pour les femmes de l'ISP et projetons de constituer un dossier photo. Voir: <http://www.world-psi.org>

Les règles de l'insécurité



Selon une nouvelle étude de l'OIT, la grande majorité de la main d'oeuvre d'aujourd'hui vit dans un monde marqué par l'insécurité économique. "La sécurité économique pour un monde meilleur" donne une mesure de la sécurité économique des 90 pays analysés, sur le plan du marché du travail, des compétences, du travail et du revenu ainsi que de la protection de l'emploi et de l'accès à la représentation. Cette étude analyse les effets de la mondialisation et des politiques de l'emploi (délocalisation et autres) sur les individus et sur les Etats; les besoins et aspirations

des individus dans le monde du travail; les niveaux de satisfaction au travail; les effets de la pauvreté et du développement sur la sécurité humaine; et l'ampleur du risque économique et social auquel les gens sont de plus en plus exposés dans leurs sociétés. Pour davantage d'informations, voir:

<http://www.ilo.org/public/english/bureau/inf/pr/2004/38.htm>

Appel à la solidarité

Cinquante-et-un membres de syndicats ont été licenciés arbitrairement en Colombie. L'ISP demande à ses affiliés de contribuer au fonds de solidarité SINTRAEMCALI pour ces travailleurs qui ont été sommairement licenciés le 14 juillet par le Directeur général de la compagnie municipale EMCALI. Pour davantage de détails (en anglais) et des suggestions d'aide à apporter, suivez le lien qui figure sur notre site:

<http://www.world-psi.org/>

La Banque mondiale monte la garde



La Banque mondiale vient de publier son document annuel: **La pratique des affaires en 2005: Eliminer les obstacles à la croissance**. Cette année, il comporte un chapitre entier "Recrutement et licenciement". Tout en défendant les normes fondamentales du travail de l'OIT, la Banque sous-entend que toutes les autres formes de régulation du travail font plus de mal que de bien, et établit un classement des pays en attribuant les meilleures notes à ceux qui sont le moins réglementés. Le rapport suggère aux pays de commencer par les

réformes les plus acceptables pour leur électorat: augmenter la durée et le champ des contrats à durée déterminée; introduire des salaires d'apprentissage (s'il n'est pas possible de baisser le salaire minimum); autoriser les horaires flexibles; et supprimer l'approbation administrative des licenciements. Les pays à revenu moyen (mais non les pays pauvres) devraient compenser la suppression de restrictions aux licenciements etc. par l'introduction d'une assurance-chômage. Cela voudrait dire que des pays en développement doivent maintenant supprimer la protection des travailleurs. Si vous voulez vous faire une idée de ce que l'on réserve à votre pays, allez voir sur le site:

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/NEWS/0,,contentMDK:20250634~menuPK:34463~pagePK:64003015~piPK:64003012~theSitePK:4607,00.html>

L'impact des syndicats

Les "Perspectives de l'Emploi de l'OCDE 2004" se basent sur un large spectre de nouvelles données pour montrer que les syndicats conduisent à plus d'équité sans saper la performance économique. Les écarts de rémunération entre travailleurs sont moindres dans les régions à forte densité syndicale. Une forte densité

syndicale resserre également les écarts entre femmes et hommes ainsi qu'entre jeunes et vieux travailleurs. Les pays à forte densité syndicale ont des taux d'emploi plus élevés, surtout pour les femmes, bien que les travailleurs plus âgés aient tendance à prendre leur retraite plus tôt. Cette étude est une mine de renseignements sur les tendances de la densité syndicale et de la couverture des négociations dans les pays de l'OCDE. De 1980 à 2000, la densité syndicale est tombée de 33% à 21% dans les pays de l'OCDE (pondérés selon leur population), avec un déclin particulièrement brutal au Royaume-Uni (de 51% à 31%), aux USA (de 22% à 13%), en Australie et en Nouvelle-Zélande. Les salaires réels dans le domaine des affaires ont augmenté d'à peine 1% par an pendant cette période. Il est frappant (mais ce n'est pas relevé) que les différences de rémunération restent faibles et stables dans les pays d'Europe continentale, où la couverture de la négociation collective est la plus élevée. Cliquez sur ce lien pour en savoir plus: http://www.oecd.org/document/62/0,2340,en_2649_201185_31935102_1_1_1_1,00.html.

Le "modèle polder" menacé?

Les institutions européennes de dialogue social sont assaillies de toutes parts. Le "modèle polder" hollandais ne fait pas exception. Les Pays-Bas assurent la présidence de l'Union européenne pour les six mois en cours. Le gouvernement néerlandais se donne l'air de faire un effort démesuré dans le sens d'une Europe sociale, mais dans son pays, il projette de démanteler le système de sécurité sociale. Il ne reste plus grand-chose du fameux modèle de consultation hollandais. Trois confédérations syndicales hollandaises (FNV, CNV et MHP) se sont unies pour faire campagne contre la destruction de la sécurité sociale aux Pays-Bas. Entre le 13 septembre et le 2 octobre, toutes les négociations officielles avec des délégués du gouvernement et des employeurs ont été supprimées à tous les niveaux, y compris au niveau européen. Au cours de cette période, une campagne nationale aura lieu, avec des manifestations, des actions et des grèves. Pour davantage de renseignements, envoyez un e-mail à communications@world-psi.org

Statistiques de la répartition des sexes dans les services publics

Il est difficile d'obtenir des chiffres sur la répartition des sexes dans les syndicats des services publics. L'ISP a récemment effectué une analyse à ce sujet. Parmi les 50 plus grands affiliés pour lesquels nous avons des données (ils représentent presque 5,000,000 de travailleurs), nous avons constaté que près des deux tiers des membres (63,1%) sont des femmes. Cela confirme l'estimation antérieure de l'ISP selon laquelle 65% de ses membres sont des femmes.

Objectifs de développement du millénaire



Une campagne massive intitulée "Global Call to Action Against Poverty" (Appel mondial à une action contre la grande pauvreté) est organisée pour 2005. Près de 80 organisations, représentant la société civile sous tous ses aspects, se sont rencontrées à Johannesburg les 20-21 septembre pour élaborer des actions à l'appui des Objectifs de Développement du Millénaire (ODM) et combattre la pauvreté. Les ODM sont notamment: réduire l'extrême pauvreté, la maladie et la faim, promouvoir l'égalité et assurer l'éducation pour tous les enfants. L'ISP et la CISL ont toutes deux participé à cette réunion. L'ISP voit un lien puissant entre les

ODM et notre campagne en faveur de services publics de qualité. Même avec davantage d'aide au développement et des règles de commerce plus équitables, il n'y aura pas de changements réels si des services publics de qualité ne sont pas en place. Nous tiendrons les syndicats au courant des développements de cette campagne et espérons que vous jouerez un rôle actif dans ce combat important. Pour davantage d'informations sur les ODM, voir <http://www.un.org/millenniumgoals/> ou contacter wendy.caird@world-psi.org.

Les "ombres" des services publics américains

Le Département des Transports de l'Etat du Colorado a dépensé \$327 millions en frais généraux occultes pour des consultants en matière d'autoroutes en 2003. Quarante Etats américains délocalisent maintenant dans des pays étrangers le travail des centres d'appels du programme social de tickets d'alimentation "Food-Stamp". Dans le comté de Miami-Dade, le recours aux transports publics a chuté de 31% au cours d'une tentative expérimentale de confier la moitié des itinéraires de bus à une compagnie privée. "Exposing Shadow Government", un nouveau rapport insolite de la Fédération américaine des enseignants, examine comment des sociétés privées "invisibles" et des institutions "usurpatrices" nuisent à la qualité des services publics aux Etats-Unis et faussent la donne en matière de responsabilité. Allez voir: http://www.aft.org/news/shadow_govt.htm

Débrayages turcs

L'an dernier, le Syndicat des employés des services sociaux et de santé (SES), un affilié de l'ISP, a organisé deux débrayages, conjointement avec l'Association des médecins turcs, pour revendiquer une augmentation du budget de la santé ainsi que des soins de santé universels et gratuits. Le syndicat a également appelé à des salaires suffisants et à une meilleure sécurité de l'emploi pour les travailleurs de la santé. Ces débrayages ont reçu un vaste soutien du public, mais le gouvernement a réagi par des poursuites pénales à l'encontre de 85 personnes, dont les présidents des centres syndicaux et des responsables de la Chambre des Médecins, Dentistes et Pharmaciens. Des dirigeants de l'affilié SES font partie des personnes mises en accusation. Le procès doit avoir lieu le 13 octobre. L'ISP a écrit au gouvernement pour protester contre le fait que des travailleurs de santé soient traités comme des criminels. Pour davantage d'informations, contactez rights@world-psi.org



DES IDÉES QUI FONCTIONNENT

D'INTÉRÊT GÉNÉRAL:

A Porto Alegre, Brésil, le processus du budget participatif est une forme de démocratie directe qui permet aux citoyens de participer au budget de leur quartier ou d'un domaine thématique particulier, et de choisir quelles priorités la municipalité doit se donner. L'histoire a commencé en 1989, quand un nouveau gouvernement local a été élu et a recouru à des assemblées publiques en recherchant un soutien pour sa réforme fiscale et son programme de dépenses. Ce processus a été déterminant pour l'augmentation des revenus municipaux. Contrairement à la plupart des municipalités du Brésil aujourd'hui, qui dépendent essentiellement d'allocations du gouvernement national, les recettes municipales de Porto Alegre constituent plus de 50% du total. L'origine et l'affectation des impôts sont devenues beaucoup plus claires.

Le budget participatif est un processus délibératif et transparent: les décisions prises sont consignées, publiées et strictement appliquées. Les règles internes sont établies par les citoyens participants, et le processus se régleme ainsi lui-même. Ces caractéristiques ont favorisé l'émergence d'une sphère publique qui n'appartient pas à l'Etat. Ce système a été décrit comme remplissant trois objectifs publics clés: le besoin de la population d'un service durable, le développement d'une conscience en faveur de la durabilité des ressources naturelles et un engagement permanent des citoyens dans la gestion des fonds publics.

Comme dans beaucoup de pays pauvres, les institutions d'Etat du Brésil, notamment les banques et les entreprises d'Etat, se sont, au cours de leur histoire, surtout préoccupées d'intérêts privés et particularistes, et non de l'intérêt général. Aujourd'hui, le nombre de personnes qui participent au processus budgétaire croît d'année en année. Les priorités reflètent davantage les besoins des collectivités que sous des gouvernements antérieurs. C'est l'une des raisons pour lesquelles 99,5% de la population de Porto Alegre ont aujourd'hui accès à l'eau potable, et 84% - le taux le plus élevé du Brésil - bénéficient du tout-à-l'égout.

Source:

Les services publics, ça marche! Information, aperçus et idées pour notre avenir

par D. Hall et ISP 2003

Disponible en 6 langues pour les affiliés de l'ISP. E-mail: communications@world-psi.org

pssst! Dites-le autour de vous



Nous essayons d'étendre la diffusion par e-mail du Flash ISP et de veiller à ce que les gens le reçoivent dans la langue de leur choix. Si vous connaissez quelqu'un que notre bulletin pourrait intéresser, demandez-lui d'envoyer un e-mail à communications@world-psi.org, avec le mot "english"; "français"; "espagnol"; "japanese" ou "russian" dans le champ "Objet".

INTERNATIONALE DES SERVICES PUBLICS email psi@world-psi.org Tél. +33 (0)4 5040 6464
Fax +33 (0)4 5040 7320 B.P. 9, 01211 FERNEY-VOLTAIRE CEDEX, FRANCE www.world-psi.org